



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/66
26 février 1987

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Premier symposium régional africain sur
les organisations de commerce d'État

4-6 mars 1987 Addis Abeba, Éthiopie

LA CRISE FINANCIÈRE DE L'ASSOCIATION
DES ORGANISATIONS AFRICAINES DE
PROMOTION COMMERCIALE
A.O.A.P.C

MESURES DE RE-STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION
PRÉSENTÉES À LA SESSION SPÉCIALE DES PAYS
MEMBRES DE L'AOAPC REPRÉSENTÉS À LA
NEUVIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE
DES MINISTRES DU COMMERCE DE LA CEA ET DE L'OUA

I. BUT

1. L'Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC) en présentant le présent Mémoire désire atteindre deux objectifs :

a) Conçue, créée et lancée conjointement par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'AOAPC fonctionne conséquemment sous les auspices de ces deux organisations. En fait, cette disposition est clairement mentionnée dans l'Article I des Statuts de l'Association. Dès lors, le Secrétaire Général de l'AOAPC considère nécessaire sinon impératif de porter dans un premier temps à l'attention des organes relevant de l'OUA et la CEA, c'est à dire la Neuvième Réunion de la Conférence des Ministres du Commerce de la CEA et de l'OUA et la Conférence des Ministres de la CEA, la grave situation financière qui menace actuellement l'existence même de l'Association. Ce Mémoire est donc adressé à ces deux instances ministérielles distinctes. (Une liste des pays membres de l'AOAPC se trouve attachée au présent Mémoire comme Annexe 6).

b) En sus de la situation financière critique, le fonctionnement de l'Association a mis en lumière de sérieux problèmes de structure qui demandent à être corrigés au plus tôt. Aussi, le présent Mémoire se penche également sur ce problème et propose deux approches à même de revivifier l'Association :

- i) Apporter des amendements sélectifs et critiques aux Statuts de l'Association, et
- ii) Une réduction du budget de l'Association.

2. Les propositions d'amendements des Statuts se trouvent portées dans la copie des Statuts attachés au présent Mémoire comme Annexe 2, tandis que les propositions sur la réduction du budget constituent l'Annexe 1.

II. ETAT DE LA SITUATION ACTUELLE

3. Comme mentionné dans la partie I du Mémoire, l'Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC) souffre actuellement de deux genres de malaises à savoir :

a) Manque de moyens nécessaires à l'accomplissement des objectifs qui lui sont assignés et par ses Statuts, et par le Plan d'action de Lagos, et,

b) Une certaine faiblesse structurelle qui réduit son efficacité dans sa recherche de contacts avec les Etats membres et dans son rôle de catalyseur dans le domaine de la promotion du commerce intra-Africain.

A. La crise financière

4. Les arriérés des contributions dûs par les Etats membres de l'AOAPC au budget de l'Association s'élèvent pour la période 1975-1986 à 3.449.235,52 Dollars US (Voir Annexe N°3), de ce montant :

a) Les dettes en biens et services, reçues à crédit par l'Association pendant la période 1975-1986, s'élèvent à 678.845,69 Dollars US dont 454 939,38 Dollars US représentant les émoluments non payés au personnel de l'Association depuis mars 1986.

b) Le reliquat de 2.770.389,83 Dollars US, constitue le total du montant voté pour la mise en oeuvre du Programme de travail de l'Association pour la période 1975-1986. Cette valeur représente les services que l'AOAPC est supposée rendre à ses Etats membres pendant cette période, mais qui ne l'ont pas été, parce que les pays membres n'ont pas mis à la disposition de l'AOAPC, les ressources nécessaires à la réalisation du Programme de Travail.

5. Cependant, en dépit de ces contraintes financières très sévères, l'Association a été en mesure de conduire à bien, un certain nombre de réalisations au profit des Etats membres. Ces succès, réalisés dans un contexte financier hostile, ne peuvent qu'être considérés de remarquables sinon de miraculeux. Pour y parvenir, l'Association a fait appel à deux mesures :

a) En utilisant des ressources obtenues à crédit pour procéder par exemple à la production et à la diffusion du FLASH, le bulletin trimestriel d'information commerciale (voir page 6), la production et la publication de divers répertoires commerciaux (page 6) ainsi que des monographies économiques et commerciales sur les Etats membres; et

b) En recherchant partout où c'est possible, de l'assistance technique et financière différente de celle provenant des contributions des Pays membres. Le Projet Intégré de Développement du Commerce Intra-Africain (Voir page 5) est un exemple de la mort des ressources «domestiques» de l'Association.

B. Question ayant trait à la structure

6. De la manière dont elle est structurée, l'Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC) ne peut avoir de contact direct avec ceux qui ont été à la base de sa création, les décideurs et les personnes chargés de la mise en oeuvre des politiques du commerce extérieur des pays membres. Ce fait est de nature à entraver la réalisation des objectifs qui sont assignés à l'AOAPC dans l'Article II de ses Statuts en tant que coordinateur des politiques commerciales dans le Continent.

7. Ainsi, une telle situation a eu un effet négatif sur les relations entre l'Association et les Pays membres. Par exemple, l'expérience a prouvé que le Secrétaire Général éprouve d'énormes difficultés pour accéder auprès des autorités politiques compétentes dans les Pays membres et ce, du fait du manque de lien direct entre l'Association et ceux chargés des politiques commerciales dans les Etats membres.

8. Un autre effet négatif et déplorable engendré par cette situation est que les Pays membres ne donnent pas au Bureau de l'Association tout le poids et toute l'attention que mérite cet organe, ignorant que lorsqu'ils sont membres du Bureau ils jouent effectivement le rôle de membre du Conseil d'Administration de l'Association.

III. POTENTIALITE DE L'AOAPC

9. L'Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC) est l'unique institution Pan-Africaine chargée de catalyser et de coordonner l'action des pays africains dans le domaine du commerce intra-Africain. Dans ce contexte il s'avère nécessaire de souligner ce potentiel, dont l'Association tire la légitimité de quatre sources :

a) **Légitimité constitutionnelle.** En effet, selon l'Article II des Statuts de l'Association des principaux objectifs de l'AOAPC sont :

- i) «favoriser les contacts et la régularité des échanges, entre pays africains, de renseignements et de communications d'ordre commercial;
- ii) «aider à harmoniser les politiques commerciales des pays africains dans l'intérêt des échanges intra Africains, et
- iii) «de servir d'instrument pour :
 - la promotion du commerce
 - des études de marché, et
 - des investissements orientés vers l'exportation, en particulier en Afrique»;

b) **Légitimité conférée explicitement et implicitement par le Plan d'Action de Lagos.** Par exemple le paragraphe 250, Section A du chapitre VII, intitulé **COMMERCE ET FINANCE** (OUA doc. ECM/ECO/9 (XIV) rev. 2), assigne un certain nombre de tâches à l'AOAPC. Les sous sections ii) et iii) sont à cet égard, particulièrement pertinentes;

c) Grâce à la confiance gagnée par l'Association sur le plan international; et

d) par les actions menées à bien par l'Association, particulièrement grâce à la confiance que lui porte les institutions internationales, mentionnées à c) ci-dessus.

IV. REALISATIONS DE L'AOAPC

10. L'Association à jusqu'à ce jour travaillé dans un contexte financier très difficile. Cela a déjà été mis en évidence à la (page 2) du présent Mémoire. En tenant compte de cette contrainte, l'on peut considérer les réalisations de l'AOAPC ci-dessous résumées de remarquables, sinon de miraculeuses.

A. Projet intégré de développement du commerce intra-africain

11. Le Projet Intégré de Développement du Commerce Intra-Africain, a été l'une des plus grandes réalisations de l'AOAPC. Le projet fut réalisé avec le concours technique et financier de la Communauté Economique Européenne et marque de ce fait l'intervention directe, pratique de l'Association dans le domaine de la promotion commerciale entre pays africains. Le projet consistait en :

a) Des études sur l'offre et la demande des produits suivants : fruits et légumes, peaux et cuirs, viande et produits dérivés, produits pharmaceutiques, huiles végétales, bois et produits de bois menées dans les quatorze pays africains suivants, membres et non membres de l'Association (juin-décembre 1984) : Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Sénégal, Soudan, Tunisie, et Zaïre.

b) Des missions organisées et conduites de la façon suivante :

- i) Sur les peaux et cuirs, vers l'Egypte au profit d'exportateurs de l'Ethiopie et du Soudan, juillet 1985; et
 - ii) Sur le bois et produits dérivés, vers l'Egypte et la Tunisie, au profit d'exportateurs camerounais et du Ghana, septembre 1985; et
- c) Actions de suivi organisées comme suit :
- i) Atelier destiné aux exportateurs soudanais de peaux et cuirs, Khartoum, juin 1986;
 - ii) Atelier à Nairobi, destiné aux cadres de Promotion du Commerce Extérieur en provenance de l'Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan et Ouganda, juin 1986;
 - iii) Atelier à Douala pour les exportateurs camerounais de bois et produits de bois, juin 1986;
 - iv) Atelier à Douala pour Cadres de Promotion du Commerce Extérieur du Cameroun, Gabon et Zaïre, juin 1986;
 - v) Atelier à Accra, pour exportateurs ghanéens de bois et produits du bois, juillet 1986; et
 - vi) Atelier à Accra pour Cadres de Promotion du Commerce Extérieur du Ghana et du Libéria, juillet 1986.

B. Autres réalisations

12. Parmi les autres activités menées à bien par l'AOAPC l'on note celles qui suivent :

- a) La Publication des titres suivants :
 - i) Flash Commerce Africain, la plus connue des publications de l'AOAPC, qui est une revue trimestrielle donnant des informations sur le commerce africain;
 - ii) L'Association a en outre déjà publié ou est en train de mettre à jour certains des répertoires commerciaux africains suivants :
 - Répertoire des Sociétés de Commerce d'Etat (1983, en révision);
 - Répertoire des Institutions Africaines sources d'informations commerciales (1983, en révision);
 - Répertoire des Principaux Exportateurs et Importateurs de Produits Alimentaires en Afrique (1985);
 - Bibliographie sur le Commerce Intra-Africain;
 - Calendrier des Principaux Evénements Commerciaux en Afrique (1986-1988).

iii) Une autre série bien connue de publications de l'AOAPC, sont les monographies économiques et commerciales sur les pays membres de l'Association. Celles qui sont déjà publiées (d'autres sont sous révision ou en préparation) comprennent :

-	Perspectives Commerciales de l'Afrique	00	Cameroun (en voie finition)
-	«	00	Egypte (en voie de finition)
-	«	00	Ghana (1984
-	«	00	Kenya (1985)
-	«	00	Libye (1983)
-	«	00	Maroc (1979 sous révision)
-	«	00	Nigéria (1983)
-	«	00	Swaziland (1980)
-	«	00	Togo (1985)
-	«	00	Tunisie (1981)
-	«	00	Zambie (1981)
-	«	00	Zaire (1982)

Les monographies sur l'Ethiopie et le Soudan viennent d'être commencées.

b) Service d'information commerciale

13. Il existe au siège de l'AOAPC un service d'information commerciale fonctionnel.

c) Missions d'information commerciale

14. Dans le cadre de l'étude sur l'établissement éventuel d'une banque de données en information commerciale au siège de l'AOAPC, l'Association a, conjointement avec les Services d'Information Commerciale de la CNUCED (TIS) entrepris au début de l'année 1984, une mission d'information commerciale dans dix pays membres de l'AOAPC.

d) Séminaires et Autres Réunions Techniques

15. A ce jour, l'Association a organisé les séminaires et réunions techniques suivants :

- i) Séminaire sur la Promotion Commerciale par les Organisations Commerciales d'Etat, organisé conjointement par OCI, PRODEC, CNUCED et AOAPC, à Tanger, Maroc, mars 1980;
- ii) Séminaire des Chefs des Centres de Promotion Commerciale Africains, organisé conjointement avec la CEA à Tanger, Maroc, septembre 1980;
- iii) Symposium des Présidents et Secrétaires Généraux des Chambres de Commerce Africaines, organisé conjointement avec la CEA à Addis Ababa, Ethiopie, juin 1981;
- iv) Rencontre des Présidents et Secrétaires Généraux de Chambres de Commerce Africaines, organisée conjointement avec la CEA, à Harare, Zimbabwe, mai 1982; et
- v) Les six ateliers organisés pendant la période juin-juillet 1986 et faisant parti de la phase finale du Projet de Développement du Commerce Intra-Africain.

V. REHABILITATION DE L'AOAPC

16. Comme déjà indiqué dans la partie I du présent Mémoire, un programme de réhabilitation de l'Association s'avère nécessaire pour :

- a) Une réduction du budget, et
- b) un ajustement structurel.

A. Réduction du budget

17. Bien que les budgets adoptés par l'Assemblée Générale de l'Association pendant la période 1975-1986 soient des budgets réalistes, parce que à la mesure des aspirations portées sur l'AOAPC par les Etats membres, un certain nombre de pays se sont déjà plaints de la part relativement importante qu'ils payaient de ce budget.

18. A ce sujet, deux éléments d'information nécessitent d'être expliqués :

a) Tout d'abord, il faut souligner que le budget de l'Association est censé non seulement couvrir les dépenses de maintenance du Secrétariat, mais également celles ayant trait à la mise en oeuvre du Programme de Travail; et l'on sait que, au plus bas niveau possible, un Programme de Travail typique, compte pour un tiers de tout budget. Aussi, en terme absolu, le gonflement du budget par le Programme de Travail se répercute inévitablement sur la contribution des Etats membres.

b) Cependant, une solution tendant à rendre justice aux Etats membres a été trouvée par l'Association, qui a aligné ses échelles de contributions sur la base de celles de l'Organisation de l'Unité Africaine.

19. Pour éviter les susceptibilités des Etats membres qui se sont plaints du montant important de leur part du budget, le Secrétaire Général propose de séparer la maintenance du Secrétariat du financement du Programme de Travail de l'Association. Ceci aurait pour avantage de réduire le budget de l'Association. Le Secrétaire Général est en fait convaincu qu'une telle réduction est possible.

20. Comme il est fait mention dans la partie III du présent Mémoire, l'Association a gagné pour une large part la confiance de la Communauté internationale. Tirant profit de cet avantage, les pays membres pourraient par conséquent se borner à subvenir aux frais de maintenance du Secrétariat tandis que le Programme de Travail serait réalisé pour une large part sinon totalement grâce à la coopération de l'AOAPC avec les autres institutions (internationales et régionales); ce qui aurait pour avantage de réduire au moins d'un tiers, les contributions des Etats membres au budget de l'Association.

21. En fait, l'Association a su tisser avec fierté des liens de coopération fructueux avec les organisations suivantes, et elle est présentement en consultation active et en négociation avec ces institutions pour la réalisation conjointe de programmes de promotion du commerce africain.

- Commission Economique Européenne (CEE)
- CNUCED/GATT Centre du Commerce International (CCI)
- Volontaires des Nations Unies (VNU)
- Banque Africaine de Développement (BAD)
- Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
- Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et
- Beaucoup d'autres (internationales, régionales, sous régionales et nationales).

22. Les bases de ces consultations et négociations ainsi que le Programme de Travail à Moyen terme de l'Association constituent l'Annexe 5 du présent Mémoire. Tandis qu'un modèle de budget réduit en est l'Annexe I.

23. L'Association a d'autre part initié un programme dont le but est de parvenir à l'indépendance sur le plan financier dans les quatre années à venir. Ce programme consiste :

a) A la production et à la vente de publications de très hautes qualités ayant trait à la promotion commerciale.

b) A la mise sur pied de Services d'Expertises sur des projets liés au développement et à la promotion du commerce.

Le fondement de ce programme est déjà lancé.

B. Ajustements structurels

24. L'une des raisons fondamentales qui militent pour la révision des Statuts de l'Association, est la nécessité pour cette dernière de pouvoir accéder directement aux responsables chargés de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques du commerce extérieur des pays membres. Comme souligné à la page 4 du Mémoire, le fait que le Secrétaire Général de l'Association ne puisse pas d'une façon générale consulter directement les Ministres chargés du Commerce Extérieur des pays membres, constitue pour l'Association une amère expérience. Une telle faille dans les liens de communication entre l'Association et ses pays membres ne peut que réduire, et a effectivement réduit, l'efficacité de l'AOAPC dans la réalisation des objectifs qui lui sont assignés par l'Article II de ses Statuts.

25. C'est pour éviter de tels obstacles qui interfèrent entre l'Association et ceux qui sont à la base de sa création, les Etats membres, et pour éviter tout obstacle susceptible d'amoindrir les performance de l'Association, que le Secrétaire Général propose d'apporter quelques amendements aux Statuts de l'Association, attachés au présent Mémoire comme Annexe 2.

VI. CRI D'ALARME

26. La conviction profonde du Secrétaire Général est que l'Association a atteint le seuil critique de son existence et qu'il n'est plus possible que cette crise soit ignorée, que l'heure est venue de prendre l'action décisive pour trouver une solution de survie à l'Association. L'AOAPC doit être ranimée ou elle doit être dissoute. Il n'y a pas de demie mesure à ce stade.

27. Comparées à l'énorme montant des arriérés de contributions dûs par les Etats membres, les dettes actuelles contractées par l'Association semblent insignifiantes, et il est vraiment triste de savoir que l'Association n'a pas payé les émoluments de son personnel depuis le mois de mars 1986. Il est incroyable que les Etats membres puissent soutenir une situation aussi honteuse.

28. Le Secrétaire Général, lance donc un appel à la sagesse des honorables ministres, pour qu'ils prennent une action décisive à ce sujet. Où l'Association a un rôle utile à jouer dans l'immense tâche de développement de notre Continent où elle ne l'a pas.

29. S'il est accepté - comme le lui reconnaît sa Constitution et comme approuvé par le Plan d'action de Lagos, que l'Association a ce rôle important à jouer, alors des actions pratiques doivent être proposées et prises pour la ranimer et la maintenir.

30. Mais si l'on considère que l'Afrique, dans son effort de développement, n'a pas besoin de l'apport de l'AOAPC, en un mot si l'on considère que ce fut une erreur de créer l'AOAPC, alors encore une fois, les honorables ministres devront dans leur sagesse décider sans ambiguïté de dissoudre l'Association.

31. Dans ce cas, ils devront également prendre des actions efficaces pour une dissolution méthodique. En effet, toute action ayant pour objectif la dissolution doit se soucier avant tout de la liquidation des dettes de l'Association. De ces dettes, les plus importantes, celles qui doivent en premier lieu être honorées, sont les émoluments du personnel que l'Association n'a pas payés depuis mars 1986.

32. Dire tout cela, n'est point plaider pour une dissolution de l'Association. Bien au contraire, la conviction profonde du Secrétaire Général est que l'AOAPC a un rôle plus qu'important, crucial à jouer dans le développement de l'autosuffisance économique de notre Continent à travers la promotion du commerce entre pays africains. Le Plan d'action de Lagos a cru et légitimé cette réalité. Si donc c'était au Secrétaire Général de décider, il aurait sans hésiter opté pour le maintien de l'Association, ce qu'il recommande d'ailleurs aux honorables Ministres.

33. Il y a également une autre raison pour que l'Association soit maintenue plutôt que dissoute. En tenant en considération la situation financière actuelle de l'Association, il apparaît que cela coûterait plus, de dissoudre l'Association que de la maintenir. La dissolution coûterait 678.845,69 Dollars US et le maintient 573.239,00 Dollars US.

34. La dissolution ou le maintien de l'Association coûterait (au 31 décembre 1986) 678.845,69 Dollars US. (Ce montant en fait augmente de 56.570,49 dollars US par mois. Ainsi la dépense actuelle à encourir, que ce soit pour le maintien ou la dissolution, sera de 678.845,69 dollars US, plus 56.570,49 dollars US multiplié par le nombre des mois écoulés après le 31 décembre jusqu'à la date de décision). En même temps, la ranimation de l'Association demanderait un coût annuel d'environ 573.239 dollars US, soit l'équivalent de la réduction du budget annuel.

35. Maintenant, même si la dissolution en termes absolus apparaît moins onéreuse, du fait que les 678.845,69 seraient déboursés une fois pour toute, cette solution priverait l'Afrique d'un important instrument de développement, en un moment crucial.

36. D'autre part, même si, en termes absolus, le maintien de l'Association devait coûter à long terme plus que la dissolution, l'on doit garder en mémoire qu'une fois ranimée, l'AOAPC serait en mesure de mobiliser des ressources de développement additionnelles, grâce à son programme basé sur la coopération internationale, pour réaliser dans les pays membres, les objectifs qui lui sont dévolus et que lui a assignés le Plan d'action de Lagos.

37. Ces ressources additionnelles et les services que l'Association pourrait rendre à l'Afrique, compenseraient de loin le coût de son maintien; ce qui est clairement démontré par les résultats du projet conjoint CEE/AOAPC de développement du commerce.

38. Pour la réalisation de ce projet, la CEE a mis à la disposition de l'Association une somme de 300.000 dollars US. A la fin du projet, en plus de la formation dispensée à un grand nombre de cadres africains des organismes de promotion commerciale, des transactions commerciales entre pays africains d'une valeur de plus de 3.000.000 de dollars US ont été réalisées à partir de la modeste somme de 300.000 dollars US, soit 100 dollars de gagné pour un dollar investi.

39. A ce train, l'Afrique pourrait réaliser une opération commerciale de pas moins de 100 millions de dollars US pendant la période 1987-1990, lorsque les négociations en cours, devant déboucher sur l'octroi de 1.000.000 de dollars US à l'Association grâce à la coopération internationale pour le financement du projet de développement du commerce intra-africain faisant partie intégrante du Programme de Travail à Moyen Terme pour 1987-1990, auront abouti.

40. Pour toutes les raisons évoquées précédemment, le Secrétaire Général recommande vigoureusement aux Honorables Ministres que l'AOAPC soit ranimée et maintenue, et souhaite ardemment que leurs Excellences vont y concourir.